

ministre aidera le mieux certaines régions du pays.

Il ne faudrait pas penser qu'une industrie n'aura peut-être pas besoin de cette aide. Une fabrique de pâte à papier ne songera peut-être pas à s'établir dans une région du pays où l'exploitation forestière est encore inconnue et où l'on ne trouvera pas de travailleurs forestiers compétents. Rendre ce genre de travail accessible et permettre aux gens d'apprendre le métier, cela pourrait être de la plus grande importance pour une région comme celle-là. Une compagnie ne s'implantera vraisemblablement pas dans une telle région sans une aide quelconque pour la période de démarrage, au cours de laquelle les gens doivent acquérir la compétence nécessaire aux forestiers pour permettre à la fabrique de produire du bois à des prix concurrentiels. J'encourage fortement le ministre à ne pas être trop intransigeant dans le choix des industries auxquelles on offrira de l'aide. J'espère qu'il songera aux industries tertiaires et qu'il n'éliminera pas trop rapidement les industries qui s'occupent de ce qu'il appelle les premiers stades de la transformation des produits primaires.

J'aimerais signaler deux autres aspects du problème au ministre. Le premier, la question de la structure des intérêts économiques de la région. Le bill, bien entendu, a pour objet d'aider directement une industrie donnée. L'Office d'expansion économique de la région atlantique a été créé, entre autres, pour améliorer l'infrastructure économique des provinces atlantiques. Cela comprend les routes, les services de base à l'industrie, qui peuvent ne pas exister parce que la région n'est pas très industrialisée. Ces services auxiliaires sont essentiels à la croissance rapide de toute région qui n'est pas hautement industrialisée. Le ministre s'en rend pleinement compte, j'en suis convaincu; je veux tout simplement qu'il n'aille pas croire, même pour un instant, qu'il peut susciter et soutenir une croissance industrielle satisfaisante tout simplement en aidant une usine donnée. Il s'agit d'une entreprise beaucoup plus vaste et hautement intégrée.

Le ministre le comprend sûrement, mais je tiens à insister, autant que possible, sur le fait que la présente mesure à elle seule ne saura réussir. J'estime qu'elle est essentielle, mais qu'elle doit s'appuyer sur un concept beaucoup plus large. A cet égard, la conjoncture fiscale dans une région donnée est importante. C'est manifestement le cas pour ce qui est des impôts municipaux, qui peuvent être imposés directement à l'industrie, mais c'est aussi important pour le climat économique de la province en général. C'est important, par

[L'hon. M. Stanfield.]

exemple, par rapport aux impôts de la voirie et aux impôts en général. Je tiens à signaler au ministre, comme d'autres l'ont sûrement fait, qu'un certain nombre de provinces à croissance plus lente ont été obligées d'augmenter leurs impôts considérablement l'an dernier, et même peut-être avant, pour assurer des services de base qui, à leur tour, influent sur leur développement. Le Conseil économique du Canada a signalé avec raison qu'il était absolument essentiel, pour qu'une province ou une région donnée se développe de façon satisfaisante, qu'elle soit dotée de bons services dans les domaines de l'éducation, des transports, de la santé, et des autres services que le Conseil appelle des services auxiliaires de croissance.

● (3.20 p.m.)

Aussi, monsieur l'Orateur, je voudrais dire au ministre que son programme n'aura pas de succès si le gouvernement du Canada, dans son ensemble, ne prend pas de mesures, avec la collaboration des provinces, pour s'assurer que les services auxiliaires de croissance se développent suffisamment dans la région qu'il veut aider, et qu'on puisse disposer de ces services sans imposer un trop lourd fardeau à la population ou au secteur privé de la région. J'insiste fortement sur ce point.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je mentionnerai qu'il y a des questions de détail que le comité voudra examiner. Je souhaite au ministre de réussir dans l'application de ce bill. Pour utiliser une expression banale, il s'attaque à une tâche difficile, complexe et ardue. Elle exigera de lui toute l'imagination et toute l'énergie dont il dispose. Je lui souhaite de réussir, mais j'espère qu'il pourra fournir plus de certitude qu'il ne l'envisage à propos du programme. Je crois que c'est absolument essentiel. Le ministre devrait, je crois, élargir le programme de manière à en faire bénéficier tout au moins certains genres d'industries tertiaires qui se prêtent bien à cette sorte de mesure. Il est d'une importance vitale que cette initiation s'appuie sur un programme général tendant au renforcement de l'infrastructure dans la province. Enfin, monsieur l'Orateur, il est essentiel au succès du programme que la province ou les régions en cause bénéficient de services gouvernementaux, dont l'importance sera à la mesure de l'expansion économique, à un coût qui ne dépasse pas les moyens de la population et de l'industrie que le ministre cherche à attirer dans la région.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, voilà un homme très brave, et je voudrais accueillir le nouveau tsar de l'économie